



**HAL**  
open science

## Al-Qaida en 2007, la bataille du Jihadistan

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. Al-Qaida en 2007, la bataille du Jihadistan. Politique internationale, 2007. hal-03570236

**HAL Id: hal-03570236**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03570236>**

Submitted on 13 Feb 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## POLITIQUE INTERNATIONALE N° 116 - Été 2007

## AL-QAIDA : LA BATAILLE DU JIHADISTAN

Article de Jean-Pierre FILIU

Dans la matinée du 11 avril 2007, le centre d'Alger est secoué par un attentat à la voiture piégée devant le palais du gouvernement. Au même moment, deux véhicules bourrés d'explosifs ciblent à Bab Ezzouar, dans la banlieue est de la capitale, un commissariat de police et une compagnie de gendarmerie. Les morts se comptent par dizaines et les blessés par centaines (1), tandis que le pays replonge dans les pires angoisses de la guerre civile des années 1990. Un site Internet diffuse peu après les photographies des trois kamikazes responsables des attentats. Le seul à apparaître à visage découvert, Marwan Boudina, est un jeune délinquant, longtemps à la dérive, originaire d'un quartier populaire de la périphérie d'Alger. Converti à l'islam le plus radical à l'automne 2005, le " martyr " a pris comme nom de guerre Moaz Ben Jabal (2), littéralement " le protégé, fils de la Montagne ". La triple explosion est revendiquée par " Al-Qaida au Maghreb islamique ", qui a absorbé en janvier 2007 la plus redoutable des organisations jihadistes algériennes, le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) : " Nous ne serons en paix que lorsque nous aurons libéré toute la terre d'islam (...) et que nous aurons repris pied dans notre Andalousie spoliée et notre Jérusalem violée. " Cinq ans plus tôt, jour pour jour, Al-Qaida avait frappé la synagogue de la Ghriba, sur l'île tunisienne de Djerba, tuant vingt personnes, dont quatorze touristes allemands et deux Français. Al-Qaida affirme ainsi son implantation durable en Afrique du Nord et aux portes de l'Europe.

Mais, pour l'organisation d'Oussama Ben Laden, l'essentiel reste durant 2007 de consolider en Irak une base territoriale, d'où exporter sa subversion transfrontalière : un véritable " Jihadistan " qui pourrait se substituer au sanctuaire afghan perdu en 2001. Fer de lance du sunnisme le plus intransigeant et le plus xénophobe, elle est aussi passée en Irak d'un anti-chiisme doctrinal à une terreur anti-chiite systématique. Al-Qaida, qui combattait déjà en Afghanistan les forces sunnites opposées à ses projets subversifs, approfondit désormais dans le sang le fossé entre la majorité sunnite et la minorité chiite, devenant ainsi le vecteur d'une inexpiable guerre civile au cœur de l'islam.

Al-Qaida : de l'Afghanistan à l'Irak en passant par l'Arabie

La remontée en puissance d'Al-Qaida, depuis l'hiver 2001-2002, n'a pas été un processus linéaire. L'implacable répression des réseaux jihadistes en Arabie a déstabilisé en 2003-2004 le noyau dur de l'organisation, qui n'a rétabli la situation qu'en investissant massivement le théâtre irakien. En proclamant un " État islamique d'Irak ", doublé d'un califat en trompe l'oeil, Al-Qaida dévoile sa volonté d'implanter un Jihadistan à vocation expansionniste dans une partie au moins des provinces tenues par l'insurrection sunnite. Dans la consolidation de ce projet, elle se heurte moins à l'action des troupes américaines qu'à la détermination de la guérilla nationaliste à ne pas laisser se pérenniser cette nouvelle forme d'occupation.

Automne 2001-printemps 2003 : Al-Qaida refoulée dans les limbes

Ben Laden et son adjoint Zawahiri avaient transformé le territoire taliban en véritable Jihadistan, dédié à la projection de leur terreur planétaire. En tolérant les attentats anti-américains d'août 1998 en Afrique orientale, le mollah Omar avait, en fait, livré le destin de son " émirat islamique " à Al-Qaida (3). Au-delà de l'impact du 11 Septembre proprement dit, l'organisation de Ben Laden espérait, avec une certaine naïveté stratégique, déclencher deux types de processus :

- attirer l'armée américaine sur le terrain afghan afin de lui infliger une défaite comparable à celle subie par l'Armée rouge ;
- déstabiliser l'Arabie en maximisant la composante saoudienne du commando terroriste (quinze des dix-neuf kamikazes) et en suscitant un mouvement de solidarité au sein de la contestation islamiste (sahwa) dans le royaume wahhabite.

Mais, contrairement à ses attentes, les attentats de New York et de Washington furent sévèrement condamnés par les oulémas saoudiens, y compris les plus critiques à l'égard du régime (4). Quant à l'offensive américaine, sur laquelle Al-Qaida avait tant misé, elle laissa habilement les forces afghanes de l'Alliance du Nord en première ligne, et se solda par un effondrement général des positions talibanes dès novembre 2001. Les jihadistes arabes sont alors traqués sans merci, abandonnés par leurs anciens alliés à Kunduz, massacrés à la prison de Qala e-Djanghi, voire lynchés par la population à Kaboul ou à Kandahar. L'infrastructure afghane d'Al-Qaida est démantelée, son chef opérationnel, Mohammad Atef (5), périt dans les bombardements tandis que de précieux documents sur le fonctionnement interne de l'organisation tombent aux mains des services occidentaux.

Bien que Ben Laden et Zawahiri aient échappé à leurs poursuivants, leur organisation a subi un coup terrible : ses circuits logistiques, humains, financiers et matériels sont partiellement en ruine. Car Al-Qaida, qui signifie en arabe " la base ", ne peut prospérer qu'en conjuguant deux formes complémentaires : " la base de données " (qaida al-ma'lûmât), au sens de réseau de mobilisation des volontaires et relais du jihad global ; et " la base solide " (qaida solba), c'est-à-dire le territoire à partir duquel elle peut impulser sa subversion transfrontalière. L'avant-garde jihadiste de " la base de données " ne peut se déployer sans l'appui physique de " la base solide ". En perdant le sanctuaire taliban, Al-Qaida se trouve littéralement déracinée et condamnée à végéter dans les limbes du terrorisme international. Durant l'année qui suit sa déroutante afghane, elle ne parvient à perpétrer que deux attentats d'ampleur somme toute limitée, en Tunisie et au large du Yémen.

Ce désastre militaire s'accompagne d'un singulier désaveu de la part de la mouvance islamiste saoudienne. Privée de tout débouché politique ou social en Arabie, l'organisation de Ben Laden se concentre alors sur la préparation clandestine d'un jihad terroriste de longue haleine. La " libération " de la terre des deux saintes mosquées " demeure, en effet, sa cible ultime.

Printemps 2003-automne 2004 : Al-Qaida en Arabie, Zarqaoui en Irak

Al-Qaida était complètement absente d'Irak avant l'invasion américaine de mars 2003, toute son énergie subversive étant concentrée sur l'Arabie. Elle choisit d'attendre la chute de Saddam Hussein et la visite de Colin Powell à Riyad pour déclencher, le 12 mai 2003, son propre jihad anti-Saoud : trois attentats-suicides frappent la capitale. Bilan : trente-cinq morts, dont neuf Américains. C'est le début d'une véritable guerre d'usure entre Al-Qaida et la sécurité saoudienne, scandée d'accrochages meurtriers, d'attentats spectaculaires et de rafles massives.

Au même moment, un aventurier jordanien du jihad global, connu sous le nom de guerre d'Abou Moussab Zarqaoui (6), fait irruption sur la scène irakienne. Il dirige l'" Unification et le Jihad ", une organisation forgée dans les camps d'entraînement afghans, mais distincte d'Al-Qaida. Jusque-là implanté dans le seul Kurdistan, il profite de la disparition des frontières intérieures pour répandre ses réseaux dans tout le pays. Qualifiant l'intervention des États-Unis de " grâce divine ", Zarqaoui mesure tout le potentiel de mobilisation d'une confrontation directe avec l'" Amérique " honnie et cible, dès lors, les acteurs susceptibles de troubler un jihad " béni ". Ainsi, il frappe en août 2003 le siège de l'ONU à Bagdad, tuant entre autres le représentant du secrétaire général de l'ONU, le diplomate brésilien Sergio Vieira de Mello. Quelques jours plus tard, c'est l'ayatollah Bakr al-Hakim, chef historique de l'opposition chiite en exil (7), qui succombe dans un carnage terroriste à Najaf. La propagande jihadiste établit alors un parallèle entre la chute de Bagdad sous les coups des Mongols en 1258 et l'intervention américaine en 2003, accusant la majorité chiite de la population irakienne d'avoir chaque fois " trahi " au profit des ennemis de l'islam.

Malgré de nombreux échanges entre Al-Qaida et Zarqaoui, un an et demi de laborieuses négociations sont nécessaires avant d'intégrer formellement le jihadiste jordanien à l'organisation et de l'adober comme " émir " (littéralement " commandant ") pour " Al-Qaida en Mésopotamie ". L'ascension de Zarqaoui dans le " triangle sunnite ", à la faveur des deux sièges de Fallouja, en avril et en novembre 2004, s'est accompagnée d'un ralliement progressif de la principale milice chiite, l'Armée du Mahdi, au processus politique engagé sous l'égide de Washington. Al-Qaida valide dès lors l'insertion par Zarqaoui du jihad anti-américain dans une terreur anti-chiite nettement plus meurtrière. Mais l'organisation de Ben Laden enregistre des pertes sévères en Arabie, où l'élimination de ses chefs et l'hostilité persistante des oulémas contestataires repoussent toute éventuelle percée jihadiste vers un horizon indéfini. Al-Qaida décide donc de transférer en Irak, terre de jihad plus porteuse à court terme, l'essentiel des énergies militantes et matérielles jusqu'alors investies en Arabie.

Automne 2004-printemps 2006 : jihad global contre jihad national

Les groupes sunnites engagés dans l'insurrection nationaliste ont d'abord accueilli avec faveur le renfort d'Al-Qaida face aux offensives américaines. Ils organisent ensemble le boycott terroriste des élections à la Constituante de janvier 2005, marquées par une abstention massive de la communauté sunnite (8). Mais la guérilla nationaliste mesure son impuissance lorsqu'une Constitution fédérale est adoptée par les délégués chiites et kurdes. Les formations insurgées se rallient alors à une participation passive ou active au référendum constitutionnel d'octobre, afin de faire barrage à un texte très peu favorable aux intérêts sunnites. Zarqaoui renouvelle sa condamnation absolue des " noces démocratiques de l'impunité et de la prostitution ", tandis que des accrochages éclatent dans le " triangle sunnite " entre Al-Qaida et la guérilla nationaliste.

Ce climat très tendu se dégrade encore avec les attentats du 9 novembre 2005, commandités par Zarqoui, dans de grands hôtels de la capitale jordanienne (9). Conformément à la logique du jihad global, Al-Qaïda mobilise sa " base " émergente en Irak contre l'un des deux États arabes officiellement en paix avec Israël. L'insurrection nationaliste refuse cependant que le territoire irakien soit utilisé pour défendre des causes étrangères, qui plus est par des forces désormais perçues comme étrangères. Elle n'est pas prête à suivre l'exemple des Talibans qui, dès 1998, ont accepté de voir leur pays se transformer en Jihadistan au service d'Al-Qaïda. Par la suite, cette contradiction entre jihad global et jihad national ne fait que s'aggraver, avec son lot de règlements de comptes et de batailles rangées.

Profondément déstabilisé, Zarqoui institue autour d'Al-Qaïda un " Conseil consultatif des moujahidines ", mais il ne parvient à rallier que des groupuscules sans représentativité. Le jihadiste jordanien ordonne alors l'attentat contre le mausolée de deux imams chiites à Samarra, le 22 février 2006. Ce sacrilège prémédité déchaîne, comme prévu, une vague de représailles anti-sunnites que des mois d'attentats anti-chiites n'avaient pas réussi à susciter. Ce déferlement de violence inter-communautaire contraint le jihad sunnite à suspendre ses hostilités larvées avec Al-Qaïda, qui renonce provisoirement à ses projets d'exportation terroriste à partir de l'Irak.

En dépit de cette trêve armée entre le jihad national et le jihad global, de puissantes tribus de l'Ouest irakien demeurent engagées dans une vendetta sanglante avec Al-Qaïda. Elles obtiennent l'expulsion de Zarqoui hors du sanctuaire qu'est devenue pour lui la province d'Anbar, bastion de l'insurrection, où sont tombés plus d'un tiers des militaires américains tués en Irak. Finalement, c'est au nord de Bagdad, dans une zone de plus grande vulnérabilité, que le terroriste jordanien trouve la mort lors d'un bombardement américain, le 7 juin 2006. Son successeur s'empresse de stigmatiser " ces sunnites qui ont déçu notre chère nation et qui ont rejoint les Croisés ".

Les ambitions du califat virtuel

Al-Qaïda reste commandée par une structure légère située, selon l'expression consacrée, " quelque part entre l'Afghanistan et le Pakistan ". En janvier 2007, John Negroponte, le coordinateur du renseignement américain, est allé plus loin en parlant du " sanctuaire des dirigeants [d'Al-Qaïda] au Pakistan ". Mais c'est en Irak que se jouent aujourd'hui les développements les plus cruciaux pour l'organisation de Ben Laden.

La guerre des jihads en Irak

Al-Qaïda aurait pu profiter de la disparition de Zarqoui pour " irakiser " sa direction en Irak et apaiser ainsi les tensions avec le jihad nationaliste. Elle décide, au contraire, de nommer à sa place un cadre égyptien : Abou Hamza al-Mohajer (10). Le jihad global trahit ainsi sa défiance persistante vis-à-vis des loyautés locales tout en accentuant la rancune patriotique de la guérilla sunnite envers cette formation " importée ". Al-Qaïda n'a d'autre choix que de mentir sur la nationalité de son chef en Irak, en affirmant contre toute évidence qu'il s'agit bel et bien d'un Irakien. Mais ces affirmations ne convainquent personne, et des jihadistes irakiens dénoncent les liquidations de leurs compagnons d'armes par Al-Qaïda, allant jusqu'à accuser Abou Hamza al-Mohajer de " collaboration " avec les " Croisés ".

Al-Qaïda frappe alors un grand coup symbolique, l'équivalent de la déclaration de jihad contre l'Amérique lancée dix ans plus tôt par Ben Laden. En octobre 2006, un " État islamique d'Irak " (EII) est proclamé sous la direction d'Abou Hamza al-Mohajer. Les contours de ce futur Jihadistan, qui va bien au-delà du " triangle sunnite ", englobent Bagdad, Mossoul et Kirkouk. Le reste du pays est censé être divisé entre un " Kurdistan " et un État chiite. Un nouveau califat voit simultanément le jour... sur Internet. Al-Qaïda le confie à l'Irakien Abou Omar al-Baghdadi tandis qu'Abou Hamza al-Mohajer transfère formellement ses forces sous l'autorité du " Commandeur des croyants " irakien. Par cette manoeuvre, Al-Qaïda prétend renouer avec la prestigieuse lignée des califes abbassides de Bagdad, brisée en 1258, et restaurer cette gloire perdue face aux " nouveaux Mongols " de l'Occident.

Cette tentative d'amadouer le nationalisme irakien est un nouvel échec. Les principales formations de la guérilla sunnite campent sur leurs positions et Al-Zawra, la télévision des insurgés (11), combat pied à pied les allégations de " La Voix du califat ", l'organe en ligne de l'" État islamique ". Al-Qaïda n'en poursuit pas moins la formalisation de son projet totalitaire en Irak. Elle édicte, en mars 2007, les fondements politico-juridiques de son " État " : non seulement le chiisme, le nationalisme et le communisme sont condamnés comme " apostasies ", mais les chrétiens et les juifs ne seront protégés qu'après la conclusion d'un nouveau contrat avec l'" État islamique ". Surtout, Al-Qaïda juge nul et non venu tout accord avec les " occupants " qu'elle n'aurait pas approuvé au préalable. Rien ne saurait mieux souligner sa crainte, avivée par le rapport Baker-Hamilton (12), de l'ouverture de négociations avec la guérilla (13). L'organisation de Ben Laden constitue, en avril, un " gouvernement " pour l'Irak au sein duquel Abou Hamza al-Mohajer devient " ministre de la Guerre ". Un mois plus tard, ses rivaux nationalistes ripostent en lançant le " Front du jihad et de la réforme ", alliance constituée autour de l'Armée islamique d'Irak (14). Cette nouvelle formation réaffirme le caractère " prioritaire " de la lutte contre l'occupation américaine et condamne toute " violence excessive ".

En prônant le jihad pour le jihad, et en militant activement en faveur de la partition de l'Irak, Al-Qaïda creuse le fossé avec les formations nationalistes, dont le principal objectif reste le départ des troupes américaines et la renégociation d'un partage du pouvoir avec la majorité chiite. Chacun prend ses marques dans la perspective du retrait américain, qu'Al-Qaïda souhaite le plus tardif possible afin de neutraliser le plus longtemps possible l'hostilité de ses concurrents sunnites. Les carnages anti-chiites continuent d'occuper le devant de la scène ; mais, dans les zones sunnites, les attentats - tout aussi sanglants (15) - et les assassinats politiques se succèdent au rythme du conflit qui oppose Al-Qaïda au jihad nationaliste.

Les confins afghano-pakistanaï

L'actuel retour de flamme des Talibans en Afghanistan (16) s'explique par l'entrée en dissidence d'importantes tribus pachtones qui se reconnaissent dans le mouvement du mollah Omar pour mieux s'opposer au pouvoir de Kaboul. Il est délicat d'évaluer, dans ce processus, la contribution d'Al-Qaïda, qui ne constituait qu'une force militaire d'appoint pour l'émirat taliban de 1996-2001. Il est, en revanche, avéré qu'Al-Qaïda a introduit et banalisé en Afghanistan la technique de l'attentat-suicide (dont la fréquence est passée de deux par mois en 2005 à un tous les trois jours en 2006). De même, elle a remporté quelques succès spectaculaires, comme l'évasion de la prison américaine de Bagram, en juillet 2005, de l'un de ses cadres dirigeants, Abou Yahia al-Libi (" le Libyen ") (17), désormais responsable d'un camp d'entraînement jihadiste dans la province afghane de Paktika.

Al-Qaïda est confortée par son alliance ancienne avec le mollah Omar, qui a toujours défendu Ben Laden contre certains responsables talibans moins complaisants. Elle s'appuie également sur un autre partenaire de longue date, Jalaludine Haqqani, qui commandait déjà la région de Khost lors du jihad anti-soviétique. Il s'est rallié aux Talibans dès 1995 et dirige actuellement le front sud-est de l'insurrection. Mais la nouvelle génération de chefs talibans compte aussi des personnalités très en phase avec Al-Qaïda, qui envoient des combattants en Irak et qui adaptent au terrain afghan les techniques de guérilla développées par les partisans de Zarqoui (18). L'organisation de Ben Laden profite de ces complications en milieu taliban, ainsi que de la " talibanisation " progressive des zones tribales pakistanaises frontalières de l'Afghanistan, pour étendre son influence.

C'est dans les deux zones tribales du Nord et du Sud-Waziristan que se focalise la confrontation entre les jihadistes transfrontaliers et les forces locales. L'armée pakistanaise est intervenue au Waziristan en 2002 pour la première fois depuis l'indépendance, violant l'autonomie de ces zones de non-droit, à très forte majorité pachtone. À la suite d'un conflit sanglant, Islamabad a accepté de retirer ses troupes, non sans avoir signé, avec les tribus du Sud-Waziristan en 2004 et avec celles du Nord en 2006, un accord par lequel ces dernières s'engageaient à expulser elles-mêmes les combattants étrangers. L'accord semble peu ou mal appliqué au Nord-Waziristan, que la presse américaine qualifie de " Jihadistan ", mais la tension ne cesse de monter au Sud entre les tribus locales et la mouvance d'Al-Qaïda (19). En mars 2007, des affrontements à l'arme lourde ont tourné à la déroute pour les jihadistes étrangers. Malgré ce revers, Al-Qaïda joue toujours de la porosité entre les frontières pakistanaise et afghane.

À la fin de mai 2007, Al-Qaïda désigne officiellement à la tête de son organisation pour les confins afghano-pakistanaï Moustapha Abou al-Yazid, surnommé " cheikh Saïd ". Il est significatif que ce collaborateur historique de Ben Laden soit égyptien, tout comme le chef d'Al-Qaïda en Irak - une marque de défiance claire à l'encontre des jihadistes locaux. Il est aussi révélateur que le " cheikh Saïd " soit plus un trésorier qu'un commandant militaire. Dans les zones pachtones, la force principale d'Al-Qaïda réside moins, en effet, dans sa puissance de feu que dans sa capacité de mobilisation financière.

Le " Maghreb islamique "

À la différence de ces confins pakistano-afghans qui l'ont vue naître, l'Algérie n'a rien, pour Al-Qaïda, d'un fief historique. Certes, de nombreux jihadistes maghrébins sont passés par ses camps d'entraînement avant 2001 et Ben Laden a soutenu financièrement le terrorisme des Groupes islamiques armés (GIA) algériens, avant de leur préférer le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), une dissidence des GIA apparue en 1998. Mais c'est le jihad irakien, marqué par une participation majeure de volontaires maghrébins (le commandement américain leur attribuait, en 2005, la responsabilité du quart des attentats-suicides), qui permet en retour à Al-Qaïda de profiter de cet échange d'expériences et de cette fraternité d'armes pour percer sur le théâtre nord-africain.

Abdelmalek Droukhal, émir du GSPC depuis 2004 sous le nom de guerre d'Abou Moussab Abdel Wadoud, pousse à une coopération plus étroite avec Al-Qaïda et entretient une correspondance soutenue avec Zarqoui. Il fustige en 2005 le ralliement du fondateur du GSPC, Hassan Hattab, à la politique de " réconciliation nationale " des autorités algériennes. Alors qu'une majorité des commandos du GSPC accepte l'amnistie gouvernementale, Droukhal refuse tout arrangement avec un régime " apostat " et multiplie les offres de service en direction d'Al-Qaïda. Toujours soucieuse de s'abstraire des considérations locales et préoccupée par la dimension trop " algérienne " du GSPC, l'organisation de Ben Laden fait traîner les négociations en longueur. Paradoxalement, la profonde impopularité de l'émir Droukhal auprès des autres groupes algériens finit par servir la candidature du GSPC. Il est vrai que le GSPC dispose de bases en Kabylie et de relais au Sahara, alors que les cadres maghrébins d'Al-Qaïda (tel Abou Yahia " le Libyen ") sont

dépourvus de toute assise physique dans leur pays d'origine.

En décembre 2006, le GSPC affiche ses nouvelles priorités en attaquant, dans la banlieue d'Alger, un autobus d'une société américaine liée au consortium Halliburton, principal maître d'œuvre des contrats de reconstruction en Irak. Cet attentat est salué avec emphase par l'"État islamique d'Irak". En janvier 2007, le GSPC devient officiellement "Al-Qaida au Maghreb islamique" et intègre pleinement le jihad global, avec pour mission d'amalgamer les autres réseaux nord-africains. Comme lors de l'intégration de Zarqawi en 2004 en Irak, cette mutation organisationnelle s'accompagne d'un transfert de formateurs et de matériels, avant de se traduire très vite par une escalade terroriste. Outre les attentats contre les forces de sécurité et les services publics, le choix de cibles internationales traduit l'engagement "global" de l'organisation : après la filiale locale d'Halliburton, ce sont les salariés d'une entreprise russe qui sont visés en mars (20), l'explosion étant présentée comme un "cadeau aux frères musulmans de Tchétchénie".

La lutte contre les "ennemis proches"

Le triple attentat du 11 avril 2007 à Alger illustre la manière dont le GSPC a changé de nature en intégrant Al-Qaida. Le défi lancé à l'État algérien, la simultanéité des attaques dévastatrices, l'ampleur des moyens mis en œuvre ainsi que la rhétorique "globale" des revendications en sont des signes irréfutables. Mais, pour Al-Qaida, l'attentat du 12 avril en plein Parlement irakien est au moins aussi important : il confirme, en effet, la capacité de l'organisation à frapper les régimes arabes les mieux défendus, ceux que Ben Laden et Zawahiri nomment les "ennemis proches", avec lesquels aucun compromis n'est possible. Le plus "proche" de ces ennemis demeure la monarchie saoudienne, contre laquelle Al-Qaida n'a pas renoncé à relancer le jihad terroriste.

C'est précisément pour préparer la reprise de la subversion en Arabie qu'Al-Qaida investit tellement dans l'établissement en Irak d'un nouveau "Jihadistan", qui partagerait des centaines de kilomètres de frontières terrestres avec le royaume wahhabite. De très nombreux jihadistes saoudiens, aguerris en Irak, reviennent plus ou moins clandestinement dans leur pays natal. Alors que la dernière opération majeure d'Al-Qaida en Arabie remonte à février 2006, avec l'attaque manquée contre la raffinerie d'hydrocarbures d'Abqaiq, la littérature jihadiste révèle un intérêt marqué pour la frappe d'objectifs pétroliers (21). Enfin, l'arrestation de 172 personnes par la sécurité saoudienne, annoncée à la fin d'avril 2007, rappelle que la menace terroriste continue d'être prise très au sérieux, même si une seule des sept cellules ainsi démantelées s'est avérée en relation directe avec Al-Qaida.

La "Grande Syrie" en trompe l'oeil

Al-Qaida affectionne une toponymie volontiers surannée, où le recours aux désignations médiévales renvoie à un rejet dogmatique des États modernes. Ainsi, elle parle de "Mésopotamie" en lieu et place de l'Irak, de "Maghreb islamique" plutôt que des différents États nord-africains, et du "Khorassan" pour nommer l'Afghanistan. Le 25 mai 2007, un porte-parole masqué affirme s'exprimer au nom de "l'organisation d'Al-Qaida au pays de Cham". Cham étant la dénomination désuète de Damas, ce "pays de Cham" correspond à une "Grande Syrie" incluant le Liban, la Jordanie, Israël et les territoires palestiniens. Al-Qaida vilipende à cette occasion les dirigeants chrétiens du Liban et les accuse d'avoir pactisé avec les forces chiites. Comme en Irak sous l'impulsion de Zarqawi, Al-Qaida joue explicitement la carte de la guerre confessionnelle, anti-chiite ou anti-chrétienne, pour tenter de s'implanter au Levant.

Car Al-Qaida souffre de son absence historique sur le territoire hautement symbolique de la Palestine et du Liban, champ théoriquement privilégié de la bataille contre "les Juifs et les Croisés". Le profond ancrage nationaliste des mouvements locaux est le principal obstacle à cette importation des pratiques et des militants d'Al-Qaida. Certains camps de réfugiés palestiniens du Liban, misérables et marginalisés, ont cependant pu abriter des groupuscules ultras, tentés par la dissolution de leur identité palestinienne dans une solidarité jihadiste transnationale (22). Mais, même en ce cas, il s'agit plus de proximité idéologique avec Al-Qaida que d'intégration dans l'organisation de Ben Laden. Le groupe "Fath al-Islam", enkysté depuis septembre 2006 dans le camp palestinien de Nahr el-Bared, au nord de Tripoli, a ainsi accueilli sous sa bannière jihadiste des activistes saoudiens, yéménites ou bangladais. Al-Qaida espère profiter de la sanglante épreuve de force qui oppose "Fath al-Islam" à l'armée libanaise, depuis la mi-mai 2007, pour percer enfin en milieu palestinien. Cette manipulation est facilitée par le fait que, au Liban comme dans les pays voisins, l'épouvantail d'Al-Qaida sert souvent à discréditer l'adversaire ou à mobiliser le soutien international. Les habitants palestiniens du camp de Nahr el-Bared n'ont, en tout cas, pas de mots assez durs à l'encontre des "types d'Al-Qaida".

Le cyberjihad

Al-Qaida a su, très tôt, mobiliser les ressources de la toile dans sa perspective de subversion globale. Elle y a trouvé les moyens de compenser ses faiblesses objectives en donnant l'illusion d'une extraordinaire capacité d'intervention. L'effet d'écho est particulièrement recherché entre les différentes implantations d'Al-Qaida, un attentat de l'ex-GSPC, par exemple, étant salué simultanément par le mollah Omar, l'"État islamique d'Irak" ou un porte-parole jihadiste en Arabie. Ce processus d'amplification est entretenu par la diffusion d'un flux régulier de documents visuels destinés à produire un effet d'édification (discours politiques, cérémonies d'allégeance, célébrations militaires,...) ou de sidération (images d'attaques ou d'attentats réussis, supplices filmés au plus près...). Quelque quatre mille cinq cents sites jihadistes (23) participeraient aujourd'hui directement à ce réseau de propagande, sans compter les relais involontaires ou passifs.

Ayman Zawahiri, le numéro deux égyptien d'Al-Qaida, et le véritable idéologue de l'organisation, considère que le "jihad médiatique" représente "plus de la moitié" de la guerre globale. Al-Qaida a développé sa propre société de production, Al-Sahab (dont elle prête les services à ses alliés talibans), et a très sensiblement amélioré la qualité de ses enregistrements. Elle a également constitué un "front global, islamique et médiatique", qui a diffusé quatre cents documentaires multilingues en 2003-2005 et qui a au moins doublé sa production pour la seule année 2006. L'Irak fournit un réservoir inépuisable d'images ultra-violentes, où l'on voit des jihadistes, toujours victorieux, s'acharner sur des adversaires lâches ou impuissants. Des sélections des meilleurs "clips" du jihad anti-américain sont même régulièrement mises en ligne sous le titre de "top ten".

Zawahiri utilise cette tribune virtuelle pour s'adresser pratiquement chaque mois à la "nation musulmane" (24). Il intervient sur toutes les crises de l'heure, y compris sur celles où Al-Qaida n'a aucune prise. C'est ainsi qu'il fustige le Hamas pour avoir accepté de participer à des élections et pour avoir "abandonné la Palestine aux Juifs". De la Mauritanie aux Philippines, Zawahiri égrène diktats et exhortations afin d'accréditer la fiction d'une omniprésence d'Al-Qaida. Abou Yahia al-Libi, de plus en plus actif sur la scène médiatique, n'est jamais avare de sommations à l'encontre des "frères" irakiens ou palestiniens. Quant à l'"État islamique d'Irak", il s'est doté de son propre "ministère de l'Information" et de sa télévision en ligne, sous-titrée en anglais, d'où le "calife" Abou Omar al-Baghdadi lance des ultimatums au président Bush.

Internet permet aussi à Al-Qaida de conforter la légitimité dogmatique de son jihad global. Le défi est de taille pour une organisation pratiquement dépourvue d'encadrement religieux (les différents "cheikhs" y sont auto-proclamés), et dont la subversion planétaire marque une rupture avec quatorze siècles de tradition islamique : le jihad, qui constituait, dans l'islam classique, une obligation collective (fard kifaya) de défense des territoires musulmans agressés, devient avec Al-Qaida une obligation individuelle (fard 'ain). Cette obligation s'impose à "tout musulman qui le pourra, dans tout pays où il se trouvera" et vise à "tuer les Américains et leurs alliés, qu'ils soient civils ou militaires". Pour promouvoir ce jihad aussi global qu'offensif, Al-Qaida diffuse en boucle une poignée de citations sorties de leur contexte et inonde la toile d'incitations homicides. Cette dimension du cyberjihad est assurément la plus préoccupante, même si elle ne touche que des milieux à très faible culture islamique, désarmés face à la dialectique mortifère du jihad global.

Al-Qaida doit, pour prospérer, développer en permanence les deux dimensions de "la base" qui lui sert de nom arabe : "la base de données", soit le réseau immatériel et transfrontalier, d'une part ; et "la base solide", soit l'ancrage territorial et physique, d'autre part. Or, malgré ses efforts persistants et sa terreur méthodique, Al-Qaida ne dispose aujourd'hui d'aucune base sociale, ethnique, tribale ou géographique. Elle est ainsi menacée d'un reflux dans les limbes terroristes, où sa capacité de nuisance reste considérable, mais où ses perspectives politiques sont nulles. Nomadisant d'une terre de jihad à l'autre, Al-Qaida ne peut que dépérir, alors que l'assise d'un Jihadistan lui permet de décupler son potentiel d'expansion et de subversion.

Le sort de cette bataille du Jihadistan est essentiel pour Al-Qaida, qui joue là son avenir politico-militaire au cœur du monde arabo-musulman. Incapable à ce jour de s'implanter sur les théâtres palestinien et libanais, elle compte bien relancer à partir d'un Jihadistan irakien sa campagne terroriste en Arabie. Ce front irako-saoudien est central pour l'organisation de Ben Laden, qui peut désormais s'appuyer en Afghanistan comme au Maghreb sur des réseaux structurés et offensifs. Ces deux ancrages aux extrémités occidentale et orientale de l'islam classique entretiennent un flux permanent d'échanges humains, matériels et financiers avec l'axe moyen-oriental d'Al-Qaida.

Cette dernière cherche ainsi à optimiser ses moyens somme toute limités et trouve dans Internet le médium idéal pour entretenir l'illusion de son ubiquité planétaire. Mais, quelle que soit la violence des attentats anti-occidentaux, c'est contre des sociétés musulmanes et sur des terres d'islam qu'Al-Qaida cherche à s'implanter par la terreur. Et ce sont partout des forces musulmanes qui se trouvent en première ligne pour éviter que ne se renouvelle le cauchemar du Jihadistan. Les tribus irakiennes d'Anbar tiennent peut-être une partie du sort d'Al-Qaida entre leurs mains.



## Notes de :

- (1) 30 morts et plus de 200 blessés, selon Le Monde, 29-30 avril 2007.
- (2) Moaz Ben Jabal fut l'un des missionnaires envoyés par le prophète Mohammed au Yémen.
- (3) Oussama Ben Laden est, à partir de 1997, installé à Kandahar, aux côtés du mollah Mohammad Omar, chef du mouvement taliban et de l'Émirat islamique d'Afghanistan ". Il met ses partisans arabes, ouzbèkes ou pakistanais au service des Talibans au sein de la " brigade 55 ". Al-Qaida entretient, par ailleurs, de nombreux camps d'entraînement, notamment dans les provinces de Khost et de Jelalabad. Une soixantaine de missiles de croisière américains visent le 20 août 1998 des positions d'Al-Qaida en Afghanistan, en représailles contre l'attentat perpétré treize jours plus tôt contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, mais aucun cadre de l'organisation n'est touché par ce raid.
- (4) Les cheikhs Safer al-Hawali et Salman al-Aouda, figures de proue de la sahra (littéralement le " réveil ") pour avoir été emprisonnés de 1994 à 1999, condamnent les attentats du 11 Septembre. Seul le cheikh octogénaire Hamoud Chouaibi, très isolé, justifie ces attentats et appelle à la solidarité active avec l'émirat taliban, avant de s'éteindre en janvier 2002.
- (5) Cet ancien policier, de nationalité égyptienne, est monté en grade aux côtés de Zawahiri, jusqu'à devenir le numéro trois d'Al-Qaida sous le nom d'Abou Hafs al-Masri (Abou Hafs l'Égyptien). Sa position éminente fut confortée en février 2001 par le mariage d'une de ses filles à l'un des fils de Ben Laden, qui profita de cette cérémonie pour revendiquer, dans un poème guerrier, l'attentat d'octobre 2000 contre le destroyer américain Cole, en rade d'Aden.
- (6) Ahmed Fadil al-Khalayla est né en 1966 dans la ville jordanienne de Zarqa, d'où son surnom " Abou Moussab de Zarqa " (Zarqaoui). Engagé en Afghanistan en 1989-1992, il est arrêté en 1994 en Jordanie pour activités terroristes et gracié en 1999. Il retourne alors en Afghanistan, où le camp d'entraînement de son organisation, proche d'Hérat, est bien distinct des centres de formation d'Al-Qaida. C'est avec l'aide d'anciens " stagiaires " kurdes qu'il transfère son réseau au Kurdistan d'Irak durant l'hiver 2001-2002.
- (7) Le Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII), auquel est affiliée la puissante brigade Badr.
- (8) Pour l'élection des membres de l'Assemblée constituante, le 30 janvier 2005, la participation s'établit à 58 % pour l'ensemble du pays, 10-15% pour la communauté arabe sunnite et seulement 2 % dans la province d'Anbar.
- (9) Soixante personnes sont tuées dans l'attaque coordonnée de trois kamikazes irakiens contre des hôtels d'Amman, le 9 novembre 2005, une quatrième terroriste ayant renoncé à faire exploser sa charge.
- (10) Si la nationalité égyptienne du nouveau chef d'Al-Qaida en Irak semble avérée, son identité a donné lieu à de nombreux débats, d'autant qu'il apparaît toujours masqué. L'armée américaine voit en lui le jihadiste Abou Ayyoub al-Masri, un ancien compagnon de Zawahiri en Afghanistan, alors que des spécialistes égyptiens croient reconnaître Youssef Dardiri.
- (11) Al-Zawra, interdite par le gouvernement irakien, semble disposer d'un émetteur mobile. Sans être affiliée à l'Armée islamique d'Irak, elle reproduit largement ses vidéos militaires et ses déclarations.
- (12) Dès le 6 décembre 2006, l'État islamique d'Irak " condamne dans ce rapport la consécration des frontières post-coloniales et, donc, une " tentative visant à ruiner les efforts du jihad béni ".
- (13) Le New York Times du 26 mars 2007 révèle que Zalmay Khalilzad, ambassadeur des États-Unis à Bagdad, a noué dès 2006 en Jordanie des contacts secrets avec la guérilla sunnite, notamment avec l'Armée islamique d'Irak.
- (14) La confusion dans laquelle les groupes jihadistes se sont constitués en Irak est aggravée par l'absence de chef identifié pour ces différentes factions, ainsi que par des manipulations diverses et contradictoires. La plus puissante de ces organisations semble être l'Armée islamique d'Irak, que Christian Chesnot et Georges Malbrunot, détenus par ces moujahidines durant plusieurs mois, décrivent comme une " fédération de groupes armés disposant d'une autonomie locale ". L'Armée islamique d'Irak est rejointe dans le " Front du jihad et de la réforme " par la très nationaliste Armée des moujahidines et par des dirigeants d'Ansar al-Sunna, une formation qui a élargi son implantation kurde d'origine.
- (15) Ainsi à Habbanya, le 25 février 2007, au coeur du " triangle sunnite ", une cinquantaine de personnes sont tuées en représailles contre les critiques émises par les personnalités locales à l'égard de l'État islamique ". À Ramadi, chef-lieu de la province d'Anbar, le 6 avril 2007, au moins 27 personnes périssent dans un attentat-suicide perpétré au moyen d'un camion chargé de deux tonnes de chlore et de TNT. À Fallouja, bastion historique du jihad irakien, Al-Qaida tue 26 personnes le 24 mai 2007, au cours des funérailles d'un chef tribal qu'elle avait elle-même éliminé juste avant.
- (16) Le nombre des attaques imputées aux Talibans par l'armée américaine est passé de 1 632 en 2005 à 5 388 en 2006.
- (17) De son vrai nom Mohammad Hassan, Abou Yahia le Libyen est, à moins de 40 ans, l'un des plus jeunes dirigeants d'Al-Qaida. Il est sans doute aussi le Maghrébin le plus élevé en grade dans l'organisation. Il a longuement décrit les techniques d'interrogatoire auxquelles il a été soumis à Bagram et en a tiré une série de recommandations aux membres d'Al-Qaida, en cas de capture. Il se prévaut d'études islamiques en Mauritanie pour arborer le titre de " cheikh ". Il intervient de plus en plus fréquemment sur le terrain de la propagande, incitant les jihadistes irakiens à rejoindre Al-Qaida, ou sommant le Hamas d'exécuter le caporal Shalit.
- (18) Le mollah Dadullah Akhund, puissant dans la province méridionale de Helmand, et tué au combat en mai 2007, était ainsi surnommé le " Zarqaoui afghan ".
- (19) Essentiellement des jihadistes ouzbèkes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), réfugiés au Sud-Waziristan après l'effondrement de l'émirat taliban.
- (20) Trois employés algériens et un ingénieur russe de Stroytransgaz trouvent la mort dans l'attaque de leur bus, le 3 mars 2007, à Oued Djemaa, dans le gouvernorat d'Aïn Defla, au sud-ouest d'Alger.
- (21) Voir, notamment, le numéro 30, en date du 8 février 2007, de " Sawt al-Jihad " (La voix du Jihad), l'organe en ligne d'Al-Qaida.
- (22) La référence à ce sujet est le très remarquable ouvrage de Bernard Rougier, Le Jihad au quotidien, PUF, 2004.
- (23) Selon l'estimation publiée par Bruce Riedel dans " Al Qaeda strikes back ", Foreign Affairs, mai-juin 2007.
- (24) Zawahiri s'est ainsi exprimé à au moins quinze reprises en 2006. Lors d'un enregistrement de 67 minutes, diffusé par Al-Sahab le 5 mai 2007, le numéro deux d'Al-Qaida annonce une " nouvelle aube pour l'humanité " et cite même Malcolm X : " Qui n'est pas prêt à mourir pour la liberté n'a qu'à retirer ce mot de son dictionnaire. "

Politique Internationale, la plus influente revue francophone du monde consacrée aux questions internationales dans laquelle s'expriment les Chefs d'Etat et de gouvernement, les leaders politiques et les experts de renom.  
11, rue du Bois de Boulogne F - 75116 Paris - Tél.: ++ 33 (0) 1.45.00.15.26 - Fax: ++ 33 (0) 1.45.00.16.87

Copyright © Politique Internationale 2002 - 2005  
Tous droits réservés.